CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

GREFFE DE [MONTRÉAL OU QUÉBEC]

No: [indiquer le numéro de dossier en première instance]

COUR D'APPEL

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[INDIQUER VOTRE NOM]

PARTIE REQUÉRANTE *-* [indiquer votre position en première instance]

c.

[INDIQUER LE NOM DE LA PARTIE INTIMÉE]

PARTIE INTIMÉE - [indiquer la position de la partie intimée en première instance]

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**REQUÊTE EN PROROGATION DU DÉLAI D’APPEL**

 **(Article 31(1) des *Règles générales sur la faillite et l’insolvabilité*)**

Partie requérante

En date du [indiquer la date de la requête]

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**À L’UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR D'APPEL, LA PARTIE REQUÉRANTE EXPOSE :**

1. En date du [indiquer la date du jugement], [le ou la] juge [indiquer le nom du juge], de la Cour [indiquer la Cour], du district de [indiquer le district], a [préciser le dispositif du jugement] tel qu’il appert du jugement de première instance communiqué au soutien de la présente en annexe 1;
2. L’enquête et l’audition a duré [indiquer la durée du procès];
3. La partie requérante a été dans l’impossibilité d’en appeler de ce jugement (annexe 1) dans le délai prescrit pour les motifs ci-après exposés;
4. [Énoncer les faits qui justifient votre impossibilité d'agir plus tôt];
5. Le juge de première instance a erré dans son jugement pour les motifs suivants :

*[de façon succincte, expliquez ci-après les moyens que vous prévoyez utiliser]*

1. Erreurs de droit :
2. Le juge de première instance a erré en droit lorsqu'il a décidé que [...];
3. La partie requérante entend démontrer que [...];
4. Cette erreur de droit est déterminante puisque [...];
5. Erreurs de fait manifestes et déterminantes :
6. Le juge de première instance a manifestement erré en fait lorsqu'il a décidé que [...];
7. La partie requérante entend démontrer que [...];
8. Cette erreur de fait est déterminante puisque [...];
9. La partie requérante a manifesté à la partie intimée son intention d’introduire l’appel dans le délai lorsque [indiquer de quelle façon vous avez informé la partie intimée que vous désiriez porter le jugement de première instance en appel];
10. Cette prorogation ne causera pas indûment préjudice à la partie intimée;

**POUR CES MOTIFS, VOUS PLAISE :**

 **ACCUEILLIR** la présente requête;

 **PROROGER** le délai d’appel du jugement rendu le [indiquer la date du jugement], par l'honorable [indiquer le nom du juge], de la Cour du [indiquer la Cour], du district de [indiquer le district], dans le dossier portant le numéro [indiquer le numéro de dossier en première instance];

 **AUTORISER** la partie requérante à déposer [un avis d'appel ou une requête pour permission d'appeler] dans les [nombre de jours nécessaire] jours suivant la présente autorisation;

 *[ou]*

 **AUTORISER** le dépôt de l’avis d’appel *[l’avis d’appel doit être préparé dans un document séparé];*

 *[ou]*

**AUTORISER** le dépôt de la requête pour permission d’appeler *[la requête pour permission d’appeler doit être préparée dans un document séparé];*

 **LE TOUT** sans les frais de justice, sauf en cas de contestation.

le [indiquer la date où est signé l'acte], à [nom de la ville]

 [Votre signature]

 \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

 [Votre nom]

 Partie requérante

 [Votre adresse]

 [Votre numéro de téléphone]

 [Votre numéro de télécopieur, le cas échéant]

 [Votre adresse électronique, le cas échéant]

*Joindre une déclaration sous serment, un avis de présentation ainsi que la liste des annexes à la requête.*

*La requête, accompagnée d'une preuve de notification aux autres parties et des documents joints, doit être déposée au greffe de la Cour d’appel en 2 exemplaires, au moins 2 jours ouvrables avant la date de sa présentation (Article 377 du Code de procédure civile et articles 59 et 63 du Règlement de procédure civile de la Cour d’appel).*

**Avertissement** : ce modèle ne dispense pas de la lecture des lois et règlements applicables. Pour plus d’informations, consultez l’aide-mémoire en matière civile et la foire aux questions.